



CE QUI EST FAUX N'EST PAS INFOS



Début Mars 2015, le syndicat FO a diffusé un tract accusant les syndicats Solidaires et la CGT d'avoir mis un "coup de frein sévère" à l'amélioration de l'égalité professionnelle homme-femme au sein des administrations du ministère des Finances.

Solidaires et la CGT ne seraient-ils que des "ogres mangeurs d'enfants" opposés à tout progrès social ?

De quoi parlons-nous au juste ?

Nous parlons de négociations ouvertes en septembre 2012 par la ministre de la fonction publique qui ont abouti en février 2013 à un protocole d'accord approuvé et signé par l'ensemble des organisations syndicales dont Solidaires et la CGT. Ce protocole promettait de considérables avancées en terme :

- d'égalité salariale homme-femme,
- de déroulement de carrière et
- de facilitation de l'articulation vie privée / vie professionnelle

par la mise en œuvre de politiques sociales touchant de multiples questions (petite enfance, crèche, logement, transport, perte d'autonomie).

Et depuis février 2013, rien !... Jusqu'à février dernier où les Organisations Syndicales se sont vu proposer de signer pour :

- la création de 30 places de crèche pour l'ensemble du territoire, **soit moins d'une place par département !!!**
- 20 logements supplémentaires en foyers meublés pour les familles monoparentales ! **Encore moins !**
- l'engagement de relogement des agents victimes de violences conjugales (**encore heureux, d'autant que ça existe déjà de fait**).

Bref l'administration nous jette des miettes. Pour Solidaires et la CGT, signer cet accord revient à enterrer les avancées du protocole d'accord signé en 2013 par l'ensemble des OS et à prendre les agents pour des pigeons. Il n'y a dans ces propositions aucune avancée sociale digne d'être reconnue comme telle et qui mérite d'être actée. C'est très loin d'être suffisant.

"FO a œuvré pendant 18 mois" pour aboutir à cette aumône et s'en satisfaire ?

On mesure que l'efficacité de sa lutte est à l'aune de l'objectivité de ses infos. Et que sa communication est à l'image de son éthique.

Strasbourg le 13 avril 2015